

● (1440)

**M. Lefebvre:** Monsieur l'Orateur, le ministre serait-il disposé à assister à une réunion publique dans la vallée de l'Outaouais...

**Des voix:** Bravo!

**M. Lefebvre:** ... quand il sera prêt à faire une telle déclaration, pour que les citoyens qui sont très intéressés par ce projet puissent avoir l'occasion de l'interroger personnellement sur sa déclaration?

\* \* \*

### LA SITUATION ÉCONOMIQUE

#### LA LUTTE CONTRE L'INFLATION—LA QUESTION DU PRÉAVIS POUR LES HAUSES DE PRIX—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

**M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances. Vendredi, en répondant à une question sur l'avis préalable d'augmentation de prix pour certains produits, le ministre a fait remarquer que cette suggestion était peu pratique, mais il a ensuite ajouté qu'il l'étudierait. Le même jour, M. Pepin a annoncé que certaines compagnies seraient tenues de donner un avis préalable d'augmentation de prix. Le ministre peut-il dire si cette formalité fera ou non partie du programme de contrôle du gouvernement?

**L'hon. Donald S. Macdonald (ministre des Finances):** Pour bien établir les faits, j'ai dit qu'un avis préalable pour tous les produits était peu pratique. J'ai aussi signalé dans mon discours, dont je recommande la lecture au député, que M. Pepin a effectivement proposé d'exiger un avis préalable dans certains cas où c'était pratique.

**M. Nystrom:** Dans ce cas, j'aimerais demander au ministre s'il peut nous indiquer les industries, produits ou marchandises pour lesquels on exigera un avis préalable d'augmentation de prix. S'il ne peut fournir ce renseignement à la Chambre immédiatement, peut-il dire quand il en avisera le public?

**M. Macdonald (Rosedale):** Cela se rattache à la question posée plus tôt par le député de York-Simcoe au sujet de l'avis et des compagnies auxquelles il a été envoyé. Dès que je pourrai obtenir ces renseignements, je serai heureux d'informer la Chambre et le comité permanent de tous les détails de cet aspect.

\* \* \*

### L'ASSURANCE-CHÔMAGE

#### LA PROPOSITION D'INCLUSION DES PÊCHEURS—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

**M. Jack Marshall (Humber-Saint-Georges-Sainte-Barbe):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration qui est chargé de l'assurance-chômage. Le programme de soutien

### Questions orales

du revenu pour les pêcheurs qui devait être mis en œuvre en juillet 1975 n'ayant pas encore été appliqué et risquant d'être encore retardé, le ministre a-t-il pris des mesures pour modifier la loi sur l'assurance-chômage comme l'ont proposé diverses provinces pour supprimer les injustices à l'égard des pêcheurs?

**L'hon. Robert K. Andras (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration):** Monsieur l'Orateur, nous avons décidé il y a quelque temps que cette question relevait davantage de mon collègue le ministre d'État chargé des Pêcheries et que la Commission d'assurance-chômage continuerait à fournir le système de livraison et de l'application des changements de politique qui seront décidés dans ce domaine-là.

\* \* \*

### LA SITUATION ÉCONOMIQUE

#### LA LUTTE CONTRE L'INFLATION—L'INCIDENCE DES RESTRICTIONS SALARIALES SUR LES TITULAIRES DE POSTES EN VOIE DE RECLASSIFICATION

**M. Donald W. Munro (Esquimalt-Saanich):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances. De nombreux employés du Conseil de recherches pour la défense du ministère de la Défense nationale et sans doute d'autres fonctionnaires n'ont pas eu droit à leurs augmentations normales de salaire ou n'ont pu négocier parce qu'ils ont dû attendre pendant des mois la reclassification et la certification du Conseil du Trésor. Comme cette situation s'est prolongée exagérément à cause de la lenteur du Conseil du Trésor, le ministre peut-il nous dire si les lignes directrices récemment publiées s'appliqueront à ces employés?

**L'hon. Donald S. Macdonald (ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, si le député veut bien étudier ces lignes directrices, il pourra y trouver l'article où il est fait mention de la situation transitoire de ces employés.

\* \* \*

### L'ENVIRONNEMENT

#### LE PROJET DE BARRAGE À GARRISON—LES SOLUTIONS DE RECHANGE—LE RECOURS À LA COMMISSION MIXTE INTERNATIONALE

**M. Jack Murta (Lisgar):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de l'Environnement. En juillet, le gouvernement canadien a adressé au gouvernement américain une note de protestation au sujet du projet de détournement de Garrison, note qui disait entre autres:

Le gouvernement canadien est donc heureux d'apprendre que l'on envisage des solutions de rechange au projet actuel de construction d'un barrage à Garrison, solutions qui présenteraient moins d'inconvénients pour le Canada.

Le gouvernement canadien n'a pas encore été officiellement informé...

Puisque cette note date d'il y a quatre mois, le ministre peut-il nous dire si, oui ou non, on envisage des solutions de rechange au projet Garrison et si des responsables canadiens ont eu des entretiens au sujet de cette grave question avec leurs homologues américains?